



Circulaire 8447

du 27/01/2022

Covid-19 - Organisation de la vie scolaire en contexte de crise sanitaire jusqu'au congé de détente (carnaval) - Enseignement secondaire

Cette circulaire abroge et remplace la(les) circulaire(s) : n°8416

La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution.

| | |
|----------------------|---------------------------|
| Type de circulaire | circulaire administrative |
| Validité | à partir du 28/01/2022 |
| Documents à renvoyer | non |

| | |
|-----------------------|---|
| Information succincte | La présente circulaire décrit les conditions d'organisation de la vie scolaire jusqu'au congé de détente (carnaval) ainsi que les nouvelles règles de gestion des cas Covid adoptées par la CIM santé |
|-----------------------|---|

| | |
|-----------|--|
| Mots-clés | COVID-19 / organisation vie scolaire / enseignement secondaire |
|-----------|--|

| | |
|----------|--|
| Remarque | Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette circulaire n'est pas rédigée en écriture inclusive mais elle s'adresse néanmoins tant aux hommes qu'aux femmes, ainsi qu'aux personnes non-binaires |
|----------|--|

Établissements et pouvoirs organisateurs concernés

| Réseaux d'enseignement | Unités d'enseignement | |
|--|---|---|
| Wallonie-Bruxelles Enseignement | Secondaire ordinaire Secondaire en alternance (CEFA) | Centres psycho-médico-social |
| Ens. officiel subventionné | Secondaire spécialisé | Centres d'Auto-Formation Centres de Technologie Avancée (CTA) Centres de dépaysement et de plein air (CDPA) |
| Ens. libre subventionné Libre confessionnel Libre non confessionnel | | Homes d'accueil permanent Internats secondaire ordinaire Internats prim. ou sec. spécialisé |

Groupes de destinataires également informés

A tous les membres des groupes suivants :

- Les services de l'inspection (pour leurs unités respectives)
- Le Service général du Pilotage des Ecoles et des CPMS
- Les pouvoirs organisateurs (pour leurs unités et réseaux respectifs)
- Les organes de représentation et de coordination de PO (pour leurs unités et réseaux respectifs)
- Les cabinets ministériels en charge de l'enseignement (pour leurs unités respectives)

Aux membres des groupes suivants, pour autant qu'ils soient inscrits au système de distribution :

- Les Vérificateurs
- Les Préfets et Directeurs coordonnateurs de zone
- Le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la FWB
- L'institut de la Formation en cours de Carrière (IFC)
- Les Gouverneurs de province
- Les organisations syndicales
- Les organisations représentatives des associations de parents

Signataire(s)

Madame la Ministre Caroline DESIR

Personne(s) de contact concernant la mise en application de la circulaire

| Nom, prénom | SG + DG + Service | Téléphone et email |
|---|-------------------|--|
| | DGEO | 0800/20.000 info.dgeo@cfwb.be |
| Personnels de WBE | DGPEOFWB | 0800/20.000 info.coronavirus@w-b-e.be |
| Personnels de l'enseignement subventionné | DGPE | 0800/20.000 Secretariat.ces@cfwb.be |

Madame, Monsieur,

Depuis plus de 3 semaines, la Belgique est confrontée à une vague de contaminations sans précédent, liée au variant Omicron. Ce variant est beaucoup plus contagieux que ses prédécesseurs mais sa propagation rapide ne conduit heureusement pas, à ce stade, à une saturation du système hospitalier.

Cette appréciation des caractéristiques du variant Omicron dans le contexte d'une large couverture vaccinale a d'ailleurs permis au Comité de concertation (CODECO) d'adopter une série d'assouplissements lors de sa réunion du 21 janvier sans pour autant lever toutes les restrictions décidées précédemment.

Néanmoins, l'augmentation exponentielle du nombre de personnes infectées ou en quarantaine entraîne des problèmes d'organisation majeurs dans presque tous les secteurs de la société. L'enseignement n'y échappe évidemment pas, et je sais que vous faites face à d'énormes difficultés pour poursuivre les apprentissages et, même parfois pour simplement maintenir un accueil des élèves.

Tous les pays européens sont actuellement en proie au même phénomène et il n'existe malheureusement pas de solution miracle. Je sais que vous faites tout, avec votre professionnalisme habituel, pour répondre aux intérêts de vos élèves. Bien sûr les cours doivent être poursuivis partout où les conditions le permettent, mais je vous rappelle que le pouvoir organisateur peut toujours prononcer une fermeture organisationnelle de quelques jours, si la situation de certaines classes ou d'une école le nécessite, pour ensuite repartir sur de meilleures bases.

Au-delà des problèmes quotidiens rencontrés (remplacements, absence d'élèves, suivi des contacts, etc.), vous êtes de plus en plus nombreux à me faire part de vos inquiétudes quant à l'impact des quarantaines et fermetures à répétition sur les apprentissages et la socialisation des élèves.

Il m'a donc semblé important de relayer ces différents éléments aux Ministres de la Santé, en leur demandant si une simplification des règles de gestion des cas pouvait être envisagée à court terme sans prendre de risque sanitaire.

Une CIM santé a ainsi été convoquée ce jour pour étudier cette question. Après avoir consulté ses experts sanitaires, la CIM a travaillé à définir un nouvel équilibre entre la nécessité de faciliter la poursuite des activités scolaires et celle de garantir la sécurité des membres du personnel ainsi que des enfants au regard de la nouvelle donne épidémiologique générée par Omicron.

La CIM santé réaffirme tout d'abord que tout enfant ou membre du personnel qui présente des symptômes doit impérativement s'isoler et réaliser un test PCR. De même, les membres du personnel et les enfants testés positifs, qu'ils soient symptomatiques ou non, doivent respecter les consignes d'isolement et ne peuvent pas se présenter à l'école.

A côté de ces fondamentaux, des assouplissements ont été apportés aux protocoles applicables à l'enseignement fondamental mais aucun changement n'est prévu pour le secondaire.

La CIM santé a en outre recommandé le maintien des règles actuelles d'organisation de la vie scolaire. La seule exception à ce principe est que, conformément aux décisions du CODECO, les voyages scolaires avec nuitées pourront à nouveau être tenus après le congé de carnaval. Avant de les reprogrammer, je vous invite toutefois à prendre connaissance des conditions contraignantes qui entourent ces activités, surtout si elles sont prévues à l'étranger (une circulaire spécifique vous sera envoyée à ce sujet ¹).

Complémentairement, je vous informe qu'au vu de l'ampleur sans précédent des difficultés de remplacement, j'ai décidé **à titre tout à fait exceptionnel, de façon temporaire et strictement limitée dans le temps, sans déroger pour autant au principe même de la priorisation des titres,** de dispenser les Pouvoirs organisateurs de produire un PV de carence auprès des services de gestion de l'administration dans les circonstances spécifiées plus bas (voir le point 1 de la rubrique « éléments complémentaires »). Cette mesure cessera ses effets le vendredi 25 février au soir.

Compte tenu de tout cela, vous trouverez ci-dessous les normes d'organisation de la vie scolaire fixées jusqu'au congé de carnaval (et jusqu'au 18 mars pour l'interdiction des formations en présentiel). Les évolutions sont surlignées en jaune.

Par ailleurs, en concertation avec les acteurs de l'enseignement, j'ai également décidé de prolonger le délai réglementairement prévu pour l'élaboration des plans de pilotage des écoles de la 3^e vague. La circulaire 7844 prévoyait que les écoles de la 3^{ème} vague puissent déposer leur plan de pilotage entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2022. Compte tenu des difficultés organisationnelles auxquelles les directions et les équipes éducatives sont confrontées, la date butoir sera reculée de six mois supplémentaires. Le plan pourra donc être déposé jusqu'au 30 octobre 2022. Une communication spécifique plus précise sera envoyée aux écoles concernées dans les jours à venir.

Enfin, au vu de la situation, je vous annonce que les services de l'administration préparent une communication relative aux essentiels, dans une logique similaire à celle appliquée l'année dernière.

Je vous remercie pour votre attention.

Caroline Désir

¹ Il est d'ores et déjà prévu de réduire provisoirement la norme de participation à ces voyages (voir ci-après)

Normes à respecter dans l'organisation des établissements d'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, ainsi que dans l'enseignement en alternance

| | |
|---|---|
| Présence à l'école | 100% |
| Apprentissage à distance | 0 Un suivi est réservé aux élèves mis en quarantaine, en tenant compte de leurs conditions d'apprentissage à domicile |
| Présence de tiers dans l'école | La présence de tiers dans l'école doit être limitée au nécessaire et il convient de prendre toutes les mesures de sécurité appropriées Concrètement, il s'agit de tous les tiers dont la présence est nécessaire au fonctionnement de l'école, à la réalisation de son projet pédagogique et au suivi du parcours scolaire des élèves ainsi qu'à la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires en vigueur (voir précisions à la suite du tableau *) |
| Activités extra-muros (excursions d'une journée, excursions de plusieurs jours, etc.) | Les activités extra-muros d'une journée sont autorisées dans le respect des règles en vigueur dans la société et au sein du secteur d'accueil de l'activité Les activités extra-muros avec nuitées sont suspendues jusqu'au congé de détente (carnaval). Après ce congé, elles pourront reprendre dans le respect des règles en vigueur dans la société. Vous êtes invités à prendre connaissance des conditions strictes applicables au secteur d'accueil des activités, qui risquent d'être d'autant plus contraignantes si elles sont prévues à l'étranger, ainsi que des protocoles de gestion des cas dans les collectivités extra-scolaires ** |
| Membre du personnel dont la charge est fragmentée sur plusieurs implantations | Fonctionnement habituel |

| | |
|---|---|
| <p>Activités de groupe à l'école (réunions, proclamations, fêtes, etc.)</p> | <p>Les réunions entre adultes en présentiel sont suspendues à l'exception de celles dont le contenu ne peut être abordé adéquatement en distanciel ; si une réunion est maintenue en présentiel, toutes les règles de prudence sanitaires doivent être appliquées</p> <p>Les événements publics (exemples : fêtes, etc) dans l'enceinte de l'école sont interdits</p> |
| <p>Cantines</p> | <p>Le réfectoire peut être utilisé en essayant de maintenir autant que possible les groupes classes et une distance entre eux</p> <p>Les repas chauds peuvent être servis</p> <p>Les recommandations en matière de ventilation doivent être respectées strictement</p> <p>Un détecteur de CO2 devra y être installé le plus rapidement possible (cfr circulaire 8360)</p> |
| <p>Salles de classe et gestion des groupes</p> | <p>Les mélanges de groupes classes doivent être évités autant que possible en dehors des activités pédagogiques, en particulier dans les espaces intérieurs et lorsqu'un cas positif a été détecté dans un groupe</p> <p>Les élèves restent autant que possible à une place fixe dans un local fixe</p> <p>Les recommandations en matière de ventilation doivent être respectées strictement. (cfr circulaire 8360)</p> |
| <p>Activités sportives et vestiaire</p> | <p>Les activités d'éducation physique peuvent avoir lieu dans le respect des protocoles sectoriels « sports », à l'exception des règles concernant l'application du CST qui ne peut être requis pour les activités scolaires (cfr. circulaire 8328), en veillant à privilégier les activités en plein air. Ces protocoles sont mis à jour et disponibles sur le site http://www.sport-adepts.be/</p> <p>La fréquentation de la piscine est autorisée, le cas échéant dans le respect des protocoles sport, à l'exception des règles concernant l'application du CST (voir ci-dessus)</p> <p>Les recommandations en matière de ventilation doivent être respectées strictement dans les infrastructures sportives. Un détecteur de CO2 devra y être installé le plus rapidement possible (cfr circulaire 8360)</p> |
| <p>Locaux partagés par les membres du personnel</p> | <p>Les locaux partagés par les membres du personnel restent un des lieux de contacts à haut risque dans l'école. Les recommandations en matière de ventilation doivent être respectées strictement</p> |

| | |
|--|---|
| | <p>Un échange avec le Comité pour la prévention et la Protection au travail (CPPT), ou à défaut avec le Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail (SIPPT), est recommandé pour identifier d'éventuelles mesures à prendre en complément à celles qui suivent.</p> <p>Un détecteur de CO2 devra y être installé le plus rapidement possible (cfr circulaire 8360)</p> <p>La distance physique doit y être respectée et le masque doit être porté</p> <p>Une prudence renforcée doit être observée en particulier lors de circonstances qui ne permettent pas le port du masque (repas)</p> <p>Si ces recommandations ne peuvent être respectées dans un local réservé aux membres du personnel, celui-ci doit être fermé</p> |
| Aération et ventilation | <p>Fournir de l'air frais est un moyen efficace de réduire le risque de contamination par une maladie infectieuse. Les courants d'air empêchent les micro-gouttelettes de se répandre et de rester coincées dans l'air</p> <p>Des recommandations plus précises en matière d'aération des locaux (cantines, salles réservées aux membres du personnel, salles de classe, etc.) ont été élaborées par une task force mise en place par le commissariat corona et sont développées dans la circulaire n°8077 du 30 avril dernier.</p> <p>Les recommandations de base restent les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ouvrir les fenêtres avant les cours, aux inter-cours, pauses, et après les cours • maintenir les fenêtres (au moins deux s'il y en a plusieurs) entrouvertes pendant les cours et pleinement ouvertes pendant les pauses • si des aérateurs de fenêtres sont présents, veiller à ce qu'ils soient opérationnels <p>Le CODECO a décidé d'amplifier les efforts déjà entrepris en généralisant l'usage de détecteurs de CO2. A cet effet, la Fédération Wallonie-Bruxelles a dégagé une enveloppe en vue de permettre d'accorder aux établissements d'enseignement obligatoire un soutien dans l'achat de ce matériel.</p> <p>Les conditions d'octroi de ce soutien, de priorisation de leur utilisation, ainsi que des recommandations d'utilisation des détecteurs de CO2 se trouvent dans la circulaire 8360.</p> |
| Distance physique/sociale (1,5 m) et masques buccaux | <p>Le masque reste obligatoire à l'intérieur pour les adultes (membres du personnel, tiers extérieurs,...) et pour les élèves lors de tout contact, en ce compris pendant le temps de classe</p> <p>Les parents qui entrent dans l'école doivent toujours porter le masque</p> |
| Hygiène des mains | Renforcée |

| | |
|--|--|
| Matériel de protection supplémentaire pour le personnel de l'enseignement spécialisé dans le cadre des soins | Selon l'analyse des risques |
| Transport scolaire | Les règles en vigueur dans la société doivent être respectées |
| Gestion des entrées et des sorties | Il convient de limiter autant que possible les rassemblements avant et après l'école |
| Stages et alternance | Le cas échéant, selon les règles du secteur d'accueil |
| Épreuve intégrée, jury, etc. | Fonctionnement normal |
| Examens | Fonctionnement normal |
| Inscriptions | Compte tenu des contraintes de la procédure, les inscriptions en 1 ^{ère} secondaire commune pourront s'effectuer en présentiel dans le respect des normes de sécurité applicables. Les séances collectives telles que les présentations des établissements ou de la procédure d'inscription, de même que les visites, sont interdites en présentiel et doivent basculer en distanciel |

*La définition des tiers essentiels peut comprendre les intervenants suivants (cette liste est non limitative et peut évoluer dans le temps) :

- les stagiaires et les personnes chargées de la supervision des stages ;
- les bénévoles (si ces bénévoles sont chargés d'encadrer des élèves, la direction doit s'assurer qu'ils répondent aux conditions légales pour ce faire) ;

- les opérateurs proposant des activités de tutorat, de remédiation ou d'accompagnement individuel ;
- les personnes utiles à la réalisation de cours de pratique professionnelle ;
- les accompagnants en intégration ;
- les opérateurs et artistes dans le cadre de collaborations avec les écoles;
- les opérateurs prenant en charge des animations sur des enjeux spécifiques dans le cadre du projet pédagogique de l'école (EVRAS, associations culturelles, ...);
- les membres d'un jury ;
- les membres du conseil de participation ;
- les personnels des CPMS et PSE ainsi que des autorités compétentes en matière de santé ;
- les membres du SIPPT ;
- les équipes et sociétés d'entretien, de maintenance et de travaux ;
- les conseillers pédagogiques et les conseillers au soutien et à l'accompagnement ;
- les permanents syndicaux ;
- l'inspection, les DCO-DZ ainsi que les vérificateurs, même si le pouvoir régulateur veillera à tout mettre en œuvre pour organiser le travail de ces acteurs de façon à permettre aux directeurs de se concentrer prioritairement sur la gestion de la crise et les aspects pédagogiques.

**** Pour l'enseignement primaire et secondaire ordinaire, le taux minimum obligatoire de participation aux voyages varie toujours en fonction de la taille de la classe mais est abaissé :**

- de 1 à 10 élèves → 55%
- de 11 à 19 élèves → 60%
- de 20 à 30 élèves → 65%
- de 31 élèves et plus → 70%

Pour l'enseignement maternel ordinaire et l'ensemble de l'enseignement spécialisé, le taux minimum obligatoire de participation est abaissé à 50%.

Eléments complémentaires

1. Simplification des formalités administratives jusqu'au 25 février 2022 lors du recrutement d'un membre du personnel

Au vu de l'ampleur actuelle des contaminations et absences des membres du personnel, **à titre tout à fait exceptionnel et temporaire**, et sans déroger pour autant au principe même de la priorisation des titres, les mesures de simplification administratives suivantes seront d'application jusqu'au vendredi 25 février 2022 inclus dans la gestion des dossiers de demandes d'avance des membres du personnel dans l'enseignement fondamental et secondaire de plein exercice ou en alternance :

- dans le cas du recrutement d'un membre du personnel porteur d'un titre autre que listé (TPNL), les Pouvoirs organisateurs sont dispensés de produire un PV de carence auprès des services de gestion de l'administration, dans les situations où la réglementation et les instructions fixées par les circulaires annuelles de rentrée le leur imposaient encore en application du prescrit des articles 29 et 29bis du décret du 11 avril 2014. Cette dispense est d'application pour tout recrutement ayant débuté ou débutant **entre le 27 janvier 2022 et le 25 février 2022 inclus** ;

- en cas de nouvelles attributions sous forme de périodes additionnelles à un membre du personnel au-delà du temps plein, les Pouvoirs organisateurs sont également dispensés de produire un PV de carence auprès des services de gestion de l'administration, dans les situations où la réglementation et les instructions fixées par les circulaires annuelles de rentrée le leur imposaient en application du prescrit fixé par l'article 5 du décret 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs. Cette dispense est d'application pour toute nouvelle attribution ayant débuté ou débutant **entre le 27 janvier et le 25 février 2022 inclus**.

2. Accueil avant et après l'école

L'accueil avant et après l'école peut être organisé normalement, selon les horaires habituellement prévus par l'établissement et avec les personnels qui s'y consacrent d'ordinaire.

Il est recommandé de limiter autant que possible les groupes classes en intérieur.

3. Situation des internats

Les internats peuvent poursuivre leur activité en fonction du rythme des cours, sous réserve de l'évolution de la propagation du virus. Chaque PO est compétent pour déterminer les mesures appropriées pour le retour de la vie en collectivité, en tenant compte notamment des règles particulières locales.

S'agissant des internats du réseau WBE, des notes de services internes ont été réalisées par WBE en vue d'organiser la vie au sein de l'institution.

Les autres réseaux et PO peuvent définir leur propre canevas adapté à leurs réalités et, si question, solliciter leur médecin référent pour déterminer des mesures de sécurité spécifiques à mettre en place pour encadrer les missions et activités.

4. Formation continuée des enseignants et formation initiale des directeurs-directrices

Les formations en présentiel sont **interdites jusqu'au 18 mars**. Lorsque leur contenu est transposable, elles sont maintenues en distanciel.

5. CPMS

Ils poursuivent leur travail dans le respect de leurs missions.

Sans préjudice du paragraphe qui précède, du télétravail est encouragé pour le temps de travail correspondant à des tâches qui s'y prêtent. Cette possibilité est laissée à l'appréciation du pouvoir organisateur dans le respect des procédures de concertation locale en vigueur.

